

Organisations internationales à Genève : évolution récente

Emploi en repli, dépenses stagnantes en termes réels mais activité confédérale encore soutenue caractérisent l'évolution récente des organisations internationales gouvernementales. Du côté des dix principales organisations internationales non gouvernementales, la situation est plus riante : augmentation de l'emploi et des dépenses, record en matière confédérale. Tels sont, brièvement, les résultats de la dernière enquête menée par l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) auprès des organisations internationales.

En mars 1994, les organisations internationales gouvernementales (OIG) établies à Genève emploient 20 864 personnes, effectif en recul de 2,1 % par rapport à l'année précédente. Ce mouvement touche aussi bien le personnel permanent au bénéfice du statut de fonctionnaire international (- 1,3 %) que les autres catégories de personnel (- 3,3 %). Les dépenses engagées en 1993 par les OIG atteignent 2,809 milliards de francs. En une année, elles progressent de 3,1 % en termes nominaux, se repliant de 0,7 % en termes réels.

En 1993, les OIG ont tenu 1 637 réunions, auxquelles ont participé 84 588 délégués et experts. Tout en restant en-deçà du record de 1990, l'activité confédérale reste donc soutenue.

Pour les dix principales organisations internationales non gouvernementales (OING), l'emploi s'établit à 2 899 personnes, en progression annuelle de 7,3 %. Les dépenses se fixent à 443 millions de francs en 1993; en une année, elles progressent de 16,1 % en valeur nominale (+ 11,8 % en termes réels).

Pour couronner ces évolutions, l'activité confédérale des OING en 1993 constitue un record pour cet ensemble d'organisations, avec 1 103 réunions et 17 659 délégués et experts. Dans les trois domaines précités (emploi, dépenses, réunions), l'essentiel de ces augmentations est imputable à deux, voire trois de ces dix principales OING.

En 1993, le **coût salarial total des OI couvertes par l'enquête** se fixe à 2,149 milliards de francs, dont 1,552 en salaires nets, le reste en cotisations sociales. A titre de comparaison, la somme des salaires versés dans le canton (organisations internationales gouvernementales exclues) est estimée à 12,871 milliards de francs en 1993 et le revenu cantonal genevois s'est élevé à 22,034 milliards en 1992. En raison des lieux de résidence des fonctionnaires internationaux, une grande part de leur masse salariale est dépensée à l'extérieur du canton; il n'en reste pas moins que le chiffre est loin d'être négligeable par rapport au revenu cantonal et à la somme des salaires versés dans le canton.

20 octobre 1994